



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Départementale de la  
Protection des Populations de la Sarthe  
Service Protection de l'Environnement**

19 Boulevard Paixhans  
CS 91631  
72016 LE MANS Cedex 2

Le Mans, le 03/12/2025

**Rapport de l'Inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 01/12/2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**EARL BUON**  
LA PETITE ROCHE  
72300 LOUAILLES

Code AIOT : 0057201531

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/12/2025 dans l'établissement EARL BUON, implanté ST JULIEN - 72300 VION. L'inspection a été annoncée le 06/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL BUON
- ST JULIEN - 72300 VION
- Code AIOT : 0057201531
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Exploitation autorisée pour 75000 emplacements (volailles), au titre de la rubrique 3660.

Le changement d'exploitant a été effectué le 19 décembre 2024, suite au départ à la retraite de l'ancien exploitant en juin 2022.

L'exploitant actuel n'utilise qu'un seul des 3 bâtiments du site et envisage une modification des conditions d'exploiter.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les conditions d'exploitation de l'élevage ont été modifiées. Actuellement, un seul bâtiment contenant des poulets est utilisé et les fumiers ne sont plus compostés.

Vous projetez la construction d'un bâtiment de poules (30000 Animaux-équivalents) et le démantèlement des 2 bâtiments d'élevage inutilisés.

Il conviendra alors de réaliser un dossier de "porter-à-connaissance" à adresser au Préfet, comprenant le descriptif des modifications envisagées, y compris concernant le plan d'épandage. Vous précisez que si ce projet n'aboutit pas, vous envisagez le changement de régime ICPE.

Pour rappel, les seuils actuels concernant l'élevage de volailles sont les suivants :

- Autorisation : plus de 40 000 emplacements pour les volailles ;
- Enregistrement : nombre d'emplacements supérieur à 30 000 ;
- Déclaration : nombre d'animaux-équivalents supérieur à 5 000.

Dans tous les cas, toutes les modifications notables apportées à une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) d'un site soumis à autorisation ou à enregistrement doivent être portées à la connaissance du préfet en vertu des articles L.181-14, R.181-46 et R.512-46-23 du code de l'environnement.

L'Inspection des Installations Classées vous propose, dans un premier temps, de lui **faire parvenir un mail explicitant les conditions d'exploitation actuelles et présentant votre projet.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                      | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|-----------------------|
| 4  | Sécurité Incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective  | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                    | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1  | Conformité de l'installation au dossier              | Arrêté Ministériel du 20/05/2010, article 4             | Sans objet        |
| 2  | Sécurité Incendie                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8 et 14      | Sans objet        |
| 3  | Sécurité Incendie                                    | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10            | Sans objet        |
| 5  | Dispositif de rétention des pollutions accidentelles | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15            | Sans objet        |
| 6  | Prélèvements et consommation d'eau                   | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 17 et 18     | Sans objet        |
| 7  | Plan d'épandage                                      | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37            | Sans objet        |
| 8  | Déchets et sous-produits animaux                     | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 33, 34 et 35 | Sans objet        |
| 9  | Émissions  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41            | Sans objet        |
| 10 | Émissions  | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45            | Sans objet        |

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les abords de l'exploitation sont encombrés. Le nouvel exploitant a entrepris un nettoyage du site progressif.

Il convient de mettre en place, dans un délai de 3 mois, la cuve de stockage de fioul double-paroi achetée ainsi que des extincteurs adaptés aux différents risques.

Les justifications associées à la remise en conformité seront à faire parvenir par mail au service d'Inspection des Installations Classées.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité de l'installation au dossier

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/05/2010, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, implantation – aménagement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement.<br>Nature et effectif : élevage enregistré au titre de la rubrique 3660 pour 75000 emplacements. |
| <b>Constats :</b><br>L'effectif de l'élevage est conforme ; 23990 poulets ont été livrés le 10/11/2025 [vu fiche de livraison].  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 2 : Sécurité Incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 8 et 14  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage) ou de liquides inflammables sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.<br><br>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.<br><br>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans, ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.<br><br>Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques. |
| <b>Constats :</b><br>Un plan de l'exploitation est présent et comprend l'emplacement de fioul et du local phytosanitaires.<br>Ce plan sera complété par l'emplacement des citernes de stockage de gaz et de stockage de fourrage.<br><br>* Les installations électriques et de chauffages ont été entièrement remplacées. Le contrôle périodique des bâtiments a été effectué en 2022. Le devis a été présenté et la facture attestant de la réalisation des travaux sera envoyée au service d'Inspection des Installations Classées.<br><br>* Les 2 citernes de stockage de gaz ont été contrôlées en 2024.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 3 : Sécurité Incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.<br>Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs, ainsi que pour en assurer la destruction. |
| <b>Constats :</b><br>La lutte contre les rongeurs est assurée par une entreprise prestataire (4 passages par an) [vu contrat et facture concernant le dernier passage].  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |

### N° 4 : Sécurité Incendie

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, sécurité – incendie   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.<br>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.<br><br>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.<br>Ces moyens sont complétés : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : " Ne pas se servir sur flamme gaz " ;</li><li>- par la mise en place d'un extincteur portatif " dioxyde de carbone " de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li></ul><br>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. « Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1 <sup>er</sup> janvier 2024. »<br><br>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.<br>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li><li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li><li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li><li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li></ul> ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.<br><br>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de |

|  |
|--|
| lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.  |
| <b>Constats :</b><br>Les numéros d'appel d'urgence sont affichés dans le sas du bâtiment d'élevage.<br>Une réserve d'irrigation constitue la réserve d'eau pouvant être utilisée pour combattre l'incendie.<br><b>Non-conforme :</b> l'exploitation ne comprend pas d'extincteurs. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>Il convient de mettre en place des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites  |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, demande d'action corrective   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois  |

#### N° 5 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15   |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.<br><br>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :<br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br>- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.<br><br>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.<br><br>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.<br><br>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.<br><br>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.<br><br>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.<br><br>Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.<br><br>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.<br><br>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.<br><br>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes. |

|  |
|--|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les produits phytosanitaires sont stockés dans un local fermé et sur rétention.</p> <p><b>Non-conformité en cours de résolution :</b> la citerne de stockage de fioul est équipée d'une simple paroi. Une cuve de stockage double-paroi a été achetée et sera installée prochainement.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Faire parvenir au service d'Inspection des Installations Classées une photographie attestant de la mise en place de la cuve à double-paroi.</p>   |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 6 : Prélèvements et consommation d'eau**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 17 et 18</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'eau utilisée provient d'un forage équipé d'un clapet anti-retour et d'un compteur. L'enregistrement des consommations d'eau de l'élevage est quotidien (enregistrement sur l'outil de gestion d'élevage).</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

**N° 7 : Plan d'épandage**

|  |
|--|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution</p>  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues.</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'ilot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage tel que défini à l'article « 27.2 » et les surfaces effectivement épandues est assurée.</li> <li>3. Les dates d'épandage.</li> <li>4. La nature des cultures.</li> <li>5. Les rendements des cultures.</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral.</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement.</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol> |

|   |
|---|
| <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé sont considérés remplir aux obligations définies au présent article à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le cahier d'épandage a été présenté et comporte l'ensemble des éléments attendus.</p> <p>Les dates d'épandage ne correspondent pas à des journées non-autorisées (week-end et jours fériés).</p> <p>Le stockage au champ est enregistré sur les îlots concernés.</p> <p>L'ensemble des effluents est géré sur l'exploitation (6688 kg de N organique sur 151 ha de SAU).</p> <p>La pression d'azote organique à l'hectare est inférieure au seuil de 170kgN/ha imposée par la directive nitrate (35 kgN/ha).</p> <p>Le paramètre phosphore est évalué (pression à l'hectare de 15).</p> <p>Le bilan prévisionnel de fumure a été présenté.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>   |

#### N° 8 : Déchets et sous-produits animaux

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, articles 33, 34 et 35</p>   |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, pollution</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son exploitation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets ;</li> <li>- trier, recycler, valoriser ses déchets ;</li> <li>- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.</li> </ul> <p>Les déchets de l'exploitation, et notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets « ou les volailles » par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> |



|  |
|--|
| <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les cadavres, en vue de leur enlèvement, sont stockés dans un bac étanche disposé sur une aire bétonnée.</p> <p>Les bons de passage de l'équarrissage sont conservés et ont été présentés [vu historique de collecte depuis le 14/11/2014].</p> <p>Les déchets de l'exploitation sont stockés à l'abri de l'envol.</p>   |
| <p><b>Non-conforme :</b> l'attestation de remise de déchets 2024 n'a pas été présentée.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de conserver les bons de remise de déchets afin de les présenter au service d'Inspection des Installations Classées.</p>  |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>  |

#### N° 9 : Émissions

|   |
|---|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41</p>  |
| <p><b>Thème(s) :</b> Élevage, émissions</p>   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD, met en œuvre les meilleures techniques disponibles.</p> <p>« Sans préjudice des dispositions de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R.515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission.</p> <p>« L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisées. »</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Les MTD suivantes ont été contrôlées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- MTD 3 et 4 : gestion nutritionnelle permettant de réduire l'excrétion de phosphore et d'azote. L'alimentation distribuée est multiphasée.</li> </ul>  |

|   |
|---|
| <p>- MTD 5 : consommation d'eau rationnelle. Quotidiennement, l'exploitant enregistre les consommations d'eau et s'assure visuellement de l'absence de fuite dans le bâtiment. Le nettoyage est effectué avec un dispositif haute pression et les abreuvoirs sont équipés de coupelles anti-gaspillage.</p> <p>- MTD 8 : utilisation rationnelle de l'énergie. Le bâtiment d'élevage est isolé et équipé d'ampoules LED.</p> <p>- MTD 11 : réduction des émissions de poussières. Le bâtiment d'élevage est équipé d'un système de brumisation d'eau avec huile essentielle de lavande.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |

#### N° 10 : Émissions

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45  |
| <b>Thème(s) :</b> Élevage, déclaration des émissions   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.</p> <p>L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation ayant été reprise en décembre 2024, elle n'a pas fait l'objet de déclaration concernant les émissions.</p>  |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il vous est demandé, du fait de l'autorisation de votre élevage à exploiter plus de 40 000 emplacements pour les volailles (élevage intensif de volailles), de déclarer annuellement certaines émissions dans l'air de votre établissement.</p> <p>Une déclaration est à réaliser de manière dématérialisée sur le site GEREPE chaque année, avant le 31 mars.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |